

RACHID KHETTAB,

«Un devoir de mémoire pour

«Ce travail est pour moi un devoir de mémoire qui me réconforte dans mon espoir en un monde plus fraternel auquel ces hommes et ces femmes ont cru.» Voici donc, résumées, les motivations qui ont animé Rachid Khettab. Il a bien voulu, pour les lecteurs du Soir d'Algérie, revenir sur le thème central du livre-référence, en l'occurrence Frères et compagnons, un dictionnaire biographique d'Algériens d'origine européenne et juive, et la guerre de Libération. Sur ce sujet, notre invité nous en dira plus. En outre le matériau est de bonne facture pour le plaisir de la lecture.

Le Soir d'Algérie : Né en 1955, vous n'avez vraisemblablement pas fréquenté les personnes dont vous parlez dans votre livre *Frères et compagnons sur les Européens d'Algérie engagés dans la guerre de Libération...*

Rachid Khettab : Effectivement, je suis né une année après le déclenchement de la guerre de Libération nationale, dans un milieu rural qui n'entretenait pas de relation directe avec la société coloniale. J'ai pris connaissance de ces personnes la première fois, je crois au début de l'année 1970, quand j'ai lu une interview (dans le journal *El Moudjahid*) de Mourad Castel qui était alors secrétaire général du ministère de l'Industrie et de l'Energie.

Le nom Castel a suscité en moi une curiosité. Que vient faire là, à un poste important d'un grand ministère, un monsieur dont le nom a une consonance étrangère ?

La question centrale dans ce dictionnaire est celle de la problématique des minorités européenne et juive dans le mouvement national algérien.

Mon frère aîné Saïd m'a expliqué alors que Mourad Castel est un Algérien d'origine européenne qui s'est engagé dans les rangs du FLN durant la guerre de Libération. L'autre fait qui m'a fait prendre conscience de ces Algériens d'un «autre genre» est une interview dans la revue *Majalat el tarikh* du Pr Pierre Chaulet — que j'ai été amené à connaître par la suite — dans laquelle il a relaté son engagement dans la Révolution. Dans le domaine de la recherche en sciences humaines et a fortiori dans l'écriture de l'Histoire, il n'est pas indispensable de fréquenter une catégorie de personnes pour l'étudier.

C'est ce qui distingue particulièrement la sociologie de l'histoire.

La méthode d'investigation en sociologie nécessite le contact ou, si vous voulez, la fréquentation de la population qu'on veut étudier, tandis que l'objet de l'Histoire ce sont des événements et des faits humains qui sont déjà passés. Ceci dit, cela n'empêche pas que, pour notre cas, et vu l'absence de données sur la question, il m'a fallu prendre contact aussi avec des personnes encore vivantes pour recueillir des témoignages sur la question.

Donc, j'ai été amené à m'approcher de ces frères et compagnons pour écrire leurs récits biographiques ou de ceux qui ont disparu. Par ma formation, j'ai fait œuvre de sociologie historique.

Vous citez 250 noms, mais la liste n'est peut-être pas exhaustive ?

Certainement, dans la première édition de 2012, nous avons cité quelque 250



Rachid Khettab.

noms. Dans cette seconde édition nous avons ajouté quelque 50 nouvelles biographies. Cette nouvelle mouture du livre a été largement enrichie quantitativement et qualitativement. Je crois qu'au-delà du nombre — qui est certainement beaucoup plus important que mon modeste travail révèle —, la question centrale dans ce dictionnaire est celle de la problématique des minorités européenne et juive dans le mouvement national algérien. Cette question n'a jamais été abordée par l'historiographie ; or, elle est importante dans l'appréhension du phénomène colonial qui est, pour utiliser la terminologie d'Hanna Arendt, un système totalitaire.

C'est une situation historique particulière qui a vu cohabiter deux sociétés : l'une dominée et l'autre dominante caractérisée par la violence et le racisme.

Les travaux de Frantz Fanon abordent ces questions.

Il est le seul, ou presque, à avoir compris ces rapports entre ces deux mondes.

Sa formation de psychiatre et son expérience de colonisé y sont pour quelque chose dans cette prise de conscience qu'il a déjà commencé à entreprendre avant sa venue en Algérie en 1952 dans son livre *Peau noire et masques blancs*.

L'objet de mon livre ce sont ces personnes qui, dans cette situation a-morale, pour parler comme Edward Saïd, rejoignent le camp des révoltés. C'est un engagement inédit dans l'histoire qu'on retrouvera plus tard en Afrique du Sud et en Palestine qui sont des pays de colonisation de peuplement. Les textes fondateurs de la Révolution algérienne (l'Appel du 1^{er} Novembre 54 et la Charte de la Soummam) sont là pour nous renseigner sur les idéaux de la société que les Algériens voulaient atteindre. L'appel à l'insurrection était contre le système

Pour ces frères et compagnons, le Parti communiste algérien et la CGT étaient des lieux de mixité sociale.

colonialiste et non pas contre les Européens et les juifs d'où la main tendue des congressistes de la Soummam à ces minorités pour rejoindre le camp de la Révolution.

Votre livre donne à penser qu'il s'agit en fait d'une infime minorité d'Européens d'Algérie (sur le million de colons) qui sont des militants du Parti communiste algérien, de syndicalistes affiliés à la CGT et de gens de l'Eglise catholique...

C'est vrai, il s'agit réellement d'une minorité par rapport à la masse de la

société coloniale. Une minorité qui a concerné plus les groupes qui étaient en contact avec les Algériens «de souche». Nous remarquons, comme je l'ai montré dans le livre, que ces personnes se recrutent principalement et non pas exclusivement dans les trois mondes que vous venez d'évoquer dans votre question auxquels il faut ajouter aussi les libéraux qui ont sympathisé tardivement avec les revendications du FLN, comme ce fut le cas pour Jacques Chevalier, et des personnes qui ont refusé la politique de la terre brûlée prônée par l'OAS, comme maître Popie qui a été assassiné par les gens du groupe Delta.

C'est le cas aussi pour les inspecteurs des centres sociaux victimes de cette organisation criminelle au Château royal à Ben-Aknoun.

Si vous me le permettez, j'aimerais bien ajouter quelques précisions concernant les origines politiques de ces frères et compagnons et ce monde du «contact» auquel ils appartenaient. Le Parti communiste algérien et la CGT étaient des lieux de mixité sociale. Le premier a algérianisé en partie

Une situation historique particulière qui a vu cohabiter deux sociétés : l'une dominée et l'autre dominante caractérisée par la violence et le racisme.

sa direction à partir des années trente : les différents secrétaires généraux qui se sont succédé à la tête du PCA étaient des Algériens autochtones, Kaddour Belkaïm, Bouhali, Ouzegane, Bachir Hadj-Ali. La CGT était aussi un creuset de mixité. Il était le syndicat le plus proche des Algériens par excellence, contrairement à la CFTC ou FO. Le 1^{er} Novembre 54 est venu chambouler le conformisme ambiant en remettant en cause l'ancien système de représentation politique dans le monde du travail. Comme vous le savez, l'idée d'indépendance devient dès lors le moteur principal et les autres partis et syndicats étaient invités à rejoindre les rangs de la Révolution. Et c'est alors que beaucoup de cadres ou des militants du PCA et de la CGT rejoignent le FLN. Le lecteur trouvera dans le livre les biographies de ces personnes. Pour les Eglises, la protestante et la catholique, il faut d'abord signaler que pour la première très peu d'études ont abordé la question de la relation de cette institution avec la Révolution. Nous connaissons l'attitude de la Cimade (institution eucoeuréenne protestante) basée en France qui s'est distinguée dans son aide aux populations déplacées durant la guerre de Libération ; par contre, nous avons peu de connaissances concernant l'église protestante basée à Alger. Pour l'Eglise catholique, son responsable, Monseigneur Duval, et ses amis proches (Mandouze, Alexandre Chaulet, etc.) de la mouvance chrétienne progressiste n'ont

pas lésiné dans leur soutien à la cause indépendantiste. Cependant, cette attitude de Mr Duval ne faisait pas l'unanimité de ses ouailles, la majeure partie des catholiques européens n'approuvaient pas sa dénonciation des inégalités, de la torture et contestaient son engagement. Tel était aussi le cas de l'Eglise catholique à Oran qui ne partageait pas l'attitude de Duval.

On n'a que peu d'échos sur l'engagement des juifs d'Algérie dans la lutte pour l'indépendance, le décret Crémieux en ayant fait des citoyens français de plein droit. Le grand rabbin d'Alger, comme signalé dans votre livre, était plutôt tiède. Il y a eu pourtant les

**Entretien réalisé par
Brahim Taouchichet**

Ghenassia, le Timsit entre autres...

Parmi ces frères et compagnons cités dans mon livre, nous trouvons beaucoup de juifs et de juives qui ont rejoint la Révolution à titre individuel. Le Consistoire israélite d'Algérie n'a pas pris de position officielle au début du conflit et s'est rangé carrément dans la logique belliqueuse de l'Algérie française par la suite. Cependant, des jeunes juifs ont contesté au Consistoire de parler en nom de tous les juifs d'Algérie et ont constitué un comité de juifs algériens pour l'indépendance de l'Algérie. Le sentiment d'enracinement millénaire de cette communauté sur la terre algérienne a joué dans le rapprochement de ces Algériens avec leurs compatriotes d'origine arabo-berbère. L'engagement des Timsit, des Cixou, de Smadja, Cherki, de Hadjadj, Bacri et bien d'autres illustre l'adhésion d'une frange certainement modeste de cette communauté dans le combat libérateur.

L'alignement des officiels juifs sur les

thèses de la France colonialiste malgré les appels répétés des instances dirigeantes de la Révolution à cette communauté. Le soutien des responsables de la communauté juive aux autorités de la répression coloniale était manifeste lors de l'agression tripartite sur l'Egypte en 1956 et les événements des heurts intercommunautaires entre juifs et musulmans de Constantine à la même date et dont les manipulations des autorités françaises étaient pour quelque chose, comme l'a signalé William Sportisse dans ses mémoires.

Tout ceci a envenimé les relations entre les deux communautés musulmane et juive. Maintenant, il est notoirement connu qu'à partir de cette époque les autorités françaises et israélienne se sont solidarisées dans leur guerre contre la révolution algérienne.

Les services secrets israéliens ont même dépêché à Constantine des agents pour contribuer à la répression contre les Algériens sous le motif d'aider les juifs à se défendre.

Le Congrès mondial juif sous la direction de Nahum Goldman a tout fait pour qu'il n'y ait point d'avenir pour la communauté juive en Algérie. Selon Goldman, le seul foyer pour les juifs, c'est Israël. Sa politique a porté ses fruits en organisant l'exode des juifs du Sahara algérien et du Maroc aussi, même si dans ce dernier, il n'y a pas eu un long conflit armé avec l'occupant. Par l'entremise d'Henri Curiel (fait qui m'a été confirmé par Joyce Blau : une proche de Curiel), un sympathisant belge à la révolution algérienne Liebman a joué vers la fin de la guerre d'indépendance l'intermédiaire entre les instances de la Révolution et le Congrès mondial juif pour inciter les juifs à rester en Algérie après 1962. Il s'est même déplacé à Alger durant l'été 1962 pour cette raison. Son entremise a échoué.

L'Etat algérien, restauré dans sa pérennité, leur a-t-il «renvoyé l'ascenseur» dans la reconnaissance à leur engagement ?

En 1962, plusieurs de ces frères de combat ont même accédé à des hautes responsabilités dans les appareils de l'Etat. J'ai signalé au début de cet entretien le cas de Mourad Castel, il y a eu Daniel Timsit qui a occupé le poste de chef de cabinet du ministre de l'Agriculture Omar Ouzegane.